L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

Supplément au n° 248

HORS DE FRANCE BREJNEV,

chef de file des sociaux-impérialistes russes !

- **A bas la clique révisionniste de Brejnev, oppresseur du peuple soviétique !**
- **Vive l'héroïque peuple soviétique !**
- **Gloire aux 21 millions de héros soviétiques de la guerre antifasciste !**
- **Vive Lénine, vive Staline !**
- **La classe ouvrière d'U.R.S.S. rétablira sa dictature révolutionnaire !**

- **A bas l'U.R.S.S. révisionniste prison des peuples !**
- **Hors de Tchécoslovaquie les troupes révisionnistes soviétiques !**
- **La "détente" c'est la préparation à la guerre**
- **Vigilance devant l'expansionnisme des révisionnistes soviétiques en Europe**
- **A bas les États-Unis et l'U.R.S.S. fauteurs de guerre !**

Dimanche 8 décembre à 15 heures — Salle de la Mutualité

MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE CONTRE LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

2 tâches indissociables :

— Tout faire pour la victoire du mouvement
— Combattre pied à pied le révisionnisme

La situation actuelle est marquée par une combativité de plus en plus forte de la classe ouvrière et des masses populaires, par des luttes qui se développent massivement, chaque jour plus nombreuses et plus déterminées. En refusant tout licenciement, toute forme de chômage partiel, en luttant pour une augmentation réelle du pouvoir d'achat, contre les répercussions de la rentabilité capitaliste maximale sur les conditions de travail, les effectifs, etc., les ouvriers et les travailleurs de toutes catégories montrent leur détermination de refuser de payer les frais de la crise actuelle ; crise qui n'est pas conjoncturelle mais profonde et durable et qui ne tient pas au gouvernement actuel, comme le prétendent les révisionnistes, mais au système capitaliste et impérialiste lui-même.

Le mouvement des P.T.T. est l'exemple même de cette combativité et de cette détermination : ni le pouvoir ni les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers n'ont pas réussi, en un mois, à venir à bout de cette lutte, de l'unité que les postiers ont réussi à construire : même les dirigeants fédéraux de F.O. n'ont pas encore lancé clairement le mot d'ordre de reprendre le travail !

La tactique des révisionnistes, qui sont aujourd'hui contraints, en apparence, de soutenir les postiers, d'organiser des mouvements dans de nombreux secteurs, de lancer un mot d'ordre de grève nationale, comporte deux aspects :

— Ils cherchent à tout faire pour orienter la forte combativité vers leur solution de rechange bourgeoise et pro-social-impérialiste en prétendant que c'est le gouvernement actuel qui est responsable, qu'une autre politique, basée sur « des réformes limitées » est possible, en mettant systématiquement en avant, même quand les flics occupent les centres P.T.T., la demande de négociations, en lançant, dans les différents secteurs, des mouvements limités (24 heures ou moins) afin que le mouvement ne se développe pas trop et ne débouche pas sur un affrontement plus global qu'ils auraient du mal à contrôler. Ils cherchent à canaliser la combativité dans des manifestations et rassemblements répétés dont les seules perspectives offertes sont les négociations et le débat parlementaire ;

— Ils visent à apparaître comme ceux qui contrôlent réellement la classe ouvrière et dont on ne saurait se passer si l'on veut faire accepter par les travailleurs la crise et ses conséquences bourgeoises. C'est une réponse à la bourgeoisie monopoliste qui rêve d'intégrer l'Union de la gauche, et si possible seulement le P.S., dans le gouvernement sans pour autant être amenée à faire des concessions au social-impérialisme. Les révisionnistes veulent donc démontrer à celle-ci qu'ils sont les seuls à pouvoir bâillonner la classe ouvrière, lui faire accepter le maintien du capitalisme au nom de l'intérêt national ; et que le P.S., malgré son renforcement, ses succès électoraux, ne peut le faire seul.

Les dirigeants révisionnistes sont, en la matière, aux prises avec des contradictions insurmontables :

— Les travailleurs refusent de plus en plus de payer les frais de la crise, mais les révisionnistes, qui sont contraints de les soutenir, en apparence, feraient la même politique que Giscard-Chirac, en préservant les mêmes intérêts, tout en les plaçant dans la zone d'influence du social-impérialisme. Ce soutien ne peut donc être que tactique et inconséquent : Séguy déclarait, le 18 novembre, veille de la « grève nationale » : « Quant un conflit d'une telle ampleur se produit, il faut savoir faire des concessions si on veut en sortir. Nous y sommes prêts, que le gouvernement et le patronat cessent d'affirmer, comme M. Lelong : « Nous ne céderons pas » et les négociations peuvent commencer. » C'est ce qui s'appelle soutenir comme la corde soutient le pendu !

— Face au durcissement actuel du pouvoir (envoi des flics dans les P.T.T., menaces continuelles, refus de négocier...) qui veut remporter une victoire à la fois sur le prolétariat et sur les collaborateurs du social-impérialisme, les révisionnistes sont obligés de développer l'action, avec tous les risques que cela comporte, de laisser s'exprimer la forte combativité ouvrière, afin de ne pas subir une nouvelle défaite après les échecs électoraux, le «rééquilibrage de la gauche»...

Dans ces circonstances, les tâches des communistes marxistes-léninistes sont claires. Il importe, tout d'abord, de donner un juste contenu politique prolétarien aux grèves actuelles, afin de porter des coups directs et puissants à la bourgeoisie, à son système d'exploitation, au capitalisme. Les objectifs et les formes de luttes doivent être décidés par les masses elles-mêmes, dans de vastes assemblées générales organisées sous le signe de la démocratie prolétarienne. Dans ce sens, la victoire des justes luttes engagées contre tout licenciement, pour des augmentations égales pour tous, représente un objectif que les communistes marxistes-léninistes doivent soutenir de toutes leurs forces. Particulièrement aujourd'hui la lutte des travailleurs des P.T.T. doit être l'objet d'un soutien, d'une solidarité effectifs : il faut TOUT FAIRE POUR LA VICTOIRE DU MOUVEMENT.

Mais cette tâche est absolument indissociable de la lutte politique, sans merci, contre le révisionnisme pour dénoncer les faux communistes et faux défenseurs du prolétariat, pour déjouer leurs manœuvres d'agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers, de collaborateurs du social-impérialisme soviétique, pour arracher à leur influence la classe ouvrière et les masses populaires.

Se contenter de soutenir les justes luttes, comme les trotskistes et autres Front Rouge, c'est leur permettre d'accroître leur influence sur le peuple, c'est favoriser la venue au pouvoir des pires ennemis de classe du prolétariat, c'est se ranger dans le camp de la bourgeoisie. Ce n'est même pas favoriser la réelle victoire du mouvement, puisque c'est laisser les travailleurs désarmés face à la trahison révisionniste. Oui, il faut COMBATTRE PIED A PIED LE REVISIONNISME.

Tout faire pour la victoire du mouvement et combattre pied à pied le révisionnisme sont bien deux tâches indissociables pour tous les communistes conséquents, pour tous ceux qui veulent porter des coups décisifs à la bourgeoisie et à ses laquais, qui veulent préparer la seule issue favorable au peuple, la révolution prolétarienne instaurant la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Raoul Quentin.

Échos des luttes :

Néogravure :

Le groupe Néogravure emploie 6.000 salariés, la bourgeoisie veut en faire 6.000 chômeurs.

Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille, et ils ont décidé l'occupation des locaux (votée à 85 %), comme dans de nombreux secteurs ils expriment leur combativité en refusant d'être chômeurs et pour nombre d'entre eux être obligés de réapprendre un autre métier.

Les révisionnistes exercent sur cette grève un encadrement très strict (comme à Rateau), c'est le syndicat CGT (dont la carte est pratiquement obligatoire) qui canalise tout. Il a mis sur pied un certain nombre de commissions et il prétend bien sûr que c'est la démocratie, la liberté, alors que **rien ne peut** se faire sans l'accord des dirigeants révisionnistes. Ces derniers se montrent, comme au « France », à Titan-Coder, la SNIAS... comme les meilleurs défenseurs du capitalisme.

Dans un tract du Syndicat général du Livre, ils écrivent : « Notre outil de travail dispose d'un matériel graphique ultra-moderne, compétitif sur le plan européen.

« ● L'entreprise est saine et rentable, le personnel est hautement qualifié.

● L'imprimerie étant la base de la culture et le garant de la liberté d'expression.

Elle ne doit pas disparaître ! »

Quelle est donc cette belle culture dont il parle ?

Ils le disent dans un autre tract :

« 50 % de la production des magazines français risquent de ne plus être imprimés dans notre pays (Paris-Match, Elle, Marie-Claire, Télé 7 Jours, Modes et Travaux, Indicateur Bertrand, Indicateur Chaix, La V.O., etc.) » ! Voilà après quoi les révisionnistes pleurnichent !

S'ils veulent, comme à Larousse, obtenir un recul de deux mois de la fermeture, là où le bas blesse c'est qu'ils ne peuvent pas promettre comme ils le faisaient alors, que les travailleurs soient reclassés.

Dans l'imprimerie, comme dans les autres secteurs, il est indispensable et urgent de dénoncer fermement la ligne révisionniste, ligne de capitulation et de collaboration de classes.

Faulquemont :

Alors que la fermeture des puits a été prononcée le 27 septembre, les mineurs de Faulquemont qui occupaient la direction des H.B.L. à Merlebach, y ont été sortis par la police.

Les premiers incidents ont eu lieu le 17 octobre à 18 heures. Les élus démissionnaires du canton de Faulquemont ont été bousculés par la police. Plusieurs cars de gardes-mobiles se sont ramenés et ont encadré la direction. La nuit est tombée et à un moment donné, les flics ont disparu. Un commissaire est venu « discuter » avec les mineurs (une quarantaine à ce moment-là). Cela n'était que pour endormir leur méfiance. Pendant ce temps-là une brigade antigang longeait les murs de la D.G. puis brusquement, ont arraché des piquets de géomètre, ont pénétré de force dans la D.G. et ont matraqué avec les piquets très violemment. Les gardes-mobiles sont alors réapparus entourant et pénétrant dans le bâtiment. Les mineurs ont vu que toute résistance était impossible et ont sorti leurs blessés (six). Trois des blessés devront aller à l'hôpital. La prise de la D.G. par les flics a eu lieu après minuit.

Le 18, les mineurs du bassin ont fait divers mouvements en solidarité avec les travailleurs de Faulquemont. De même, à C.D.F.-Chimie, la solidarité s'organise. Un tract est distribué. Le soir, 60 flics entourent toujours la D.G. tandis qu'on apprend que 800 sont stationnés à Gros-Bauquin (à 20 ou 30 km de Merlebach).

La grève dure depuis maintenant plus de sept semaines, les mineurs sont toujours aussi résolus, 300 d'entre eux occupent toujours le puit.

— **Le social-impérialisme soviétique danger principal en Europe** ... **2,80 F**

— **Un paysan viticulteur de l'Hérault parle** (entretien avec l'HR) **1,60 F**

— **Les militants de la gauche révolutionnaire rallient l'« Humanité Rouge »** ..... **2,50 F**

— **Une seule solution, la révolution prolétarienne** (discours au meeting du 31 avril 1974) ..... **2,00 F**

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

POSTIERS UNIS, LE COMBAT CONTINUE

Quelques échos...

Orléans : C'est la C.G.T. qui a proposé la grève sans préavis et illimitée, alors qu'il y a encore peu de temps ses dirigeants prétendaient que de telles propositions étaient l'œuvre des gauchistes irresponsables et aventuristes. Pourquoi ce changement d'attitude et si brusquement ? Sinon qu'ils ont été poussés par la base et même débordés !

Correspondant H.R.

A **Paris-Montparnasse** il en est de même.

Dans plusieurs assemblées générales, des grévistes ont proposé d'élire un comité de grève, comprenant syndiqués et non-syndiqués, responsable devant les A.G. Les dirigeants révisionnistes de la CGT s'y sont violemment opposés. Pourquoi ? Ils répondent : « C'est vouloir faire un syndicat de non-syndiqués et attaquer les syndicats » ! A propos des non-syndiqués, l'un d'eux a exprimé clairement sa pensée : « Ce sont des cons » !

Correspondant H.R.

Au P.L.M.

Face aux manœuvres de démobilisation et de liquidation du mouvement, les postiers marxistes-léninistes intervenaient dans un tract. L'attaque lancée par les M.-L. fût violente. La réponse des révisionnistes le fût aussi. Dès que les postiers présents sur le lieu de diffusion s'en allèrent, personne ne pouvait les voir, ils allaient commencer leur sale besogne. D'abord les ricanements, les injures, puis le déchirage des tracts et du journal. Voilà leurs arguments politiques !

A la suite de cet incident une véritable hystérie « anti-gauchiste » s'empare des dirigeants CGT et CFDT. D'autant plus qu'à ce moment-là les révisionnistes bousculés par la base et soucieux de bien montrer à la bourgeoisie qu'eux seuls étaient capables d'encadrer la classe ouvrière, emploient leur tactique dure, beaucoup plus tompeuse à l'égard des travailleurs.

Il est clair qu'après la diffusion du tract de l'H.R. (qui a beaucoup circulé sur la boîte) que l'on soit d'accord pas sur l'intégralité du texte, il fallait prendre position entre révisionnisme et anti-révisionnisme. La plupart des groupes politique ont vite choisi. En particulier Front Rouge, qui pour se faire bien voir des directions CGT et CFDT, allait distribuer en plein A. G. un tract traitant l'H.R. de groupscule policier, tout en ne dénonçant pas une seule fois le révisionnisme. « Seul le groupe P.L.R. a résisté plus ou moins à la pression révisionniste ».

A cette occasion également les dirigeants locaux CFDT allaient complètement dévoiler leur ligne au service du révisionnisme. Après la lecture du tract H.R., ils convoquaient la réunion du bureau CFDT qui décidait de retirer toutes responsabilités syndicales à deux camarades.

Correspondant H.R.

• Paris Clignancourt

Avec détermination, en moins de 24 heures, balayant la ridicule semaine d'action proposée par les centrales syndicales, balayant le préavis réactionnaire de 5 jours, les postiers sont entrés dans la lutte pour une durée indéterminée. Leur plate-forme revendicative clairement exprimée est la base de leur unité, la base du renforcement et de l'élargissement de leur mouvement.

Face aux manœuvres des révisionnistes...

Les deux voies étaient claires. D'un côté la volonté de se battre et de vaincre, de l'autre la volonté de s'opposer à l'action des masses en avançant la perspective réactionnaire du Programme commun.

« Le but de cette bataille des bureaux-gare, c'est qu'une autre politique soit appliquée » déclarait le bonze du P.«C.»F. de Paris-Clignancourt.

Dès le début de la lutte, la C.G.T. freine l'action, refusant de donner des perspectives claires à la grève : pas de plate-forme revendicative, on vote la grève ou on s'en va.

Ce n'est pas l'avis des postiers, on reste.

Deuxième manœuvre : la C.G.T propose une plate-forme où les revendications essentielles n'y figurent pas. Deuxième échec, les postiers imposent la leur.

Troisième manœuvre : avec la complicité de la C.F.D.T., tenue par les trotskistes de Lutte Ouvrière, du F.C.R. et du syndicat F.O., la C.G.T. parachute une intersyndicale. Autre échec, les postiers exigent un compte rendu des réunions en A.G.

Toutes les manœuvres sont ensuite tentées pour supprimer les revendications essentielles ou pour les dénaturer (accompte de 200 F à la place des 1 700 F minimum et les 200 F d'augmentation pour tous). La banderole portant cette revendication majeure disparaît après la manifestation du 23 octobre. La riposte des postiers devient de plus en plus vive.

Non contents de dénaturer nos revendications légitimes, les responsables C.G.T., fidèlement soutenus par les trotskistes, petits roquets aboyant après leur maître, tentent aussi de dénaturer le sens de notre combat et de le dévoyer sur une voie électoraliste.

Jamais les trotskistes n'ont dénoncé les manœuvres récupératrices mais ont toujours agi dans le sens de celles-ci. L'opportunisme de droite, le révisionnisme, s'appuie sur l'opportunisme de « gauche » en apparence, le trotskisme, pour brader la lutte et la dévoyer.

...La lutte unitaire des postiers

La lutte classe contre classe démasque le révisionnisme. Dès le début de la lutte, les postiers se donnent une arme : une plate-forme unitaire exposant sans ambiguité leurs revendications, qui a été élaborée en A.G., regroupant syndiqués et non-syndiqués. Elle est immédiatement popularisée auprès des centres du 18e : Paris 18, Paris 29, central Montmartre et à la population.

Les travailleurs des cantines et des services administratifs, en grève, organisent d'eux-mêmes un service minimum pour assurer les repas et les payes. Ces contacts sont pris avec les entreprises du quartier pour un soutien financier.

Assistant nombreux au A.G., les postiers les utilisent comme tribune aux manœuvres de division de l'intersyndicale (tentative de diviser syndiqués et non-syndiqués, syndiqués F.O. et les autres syndiqués...), contrôlant les décisions de celles-ci, l'obligeant à faire des compte rendus publics.

Devant la détermination des postiers, leur désir d'unité, leur volonté de vaincre, les révisionnistes vont d'échec en échec, essayant vivement de détourner la colère des travailleurs sur les dirigeants de F.O. Mais c'est oublier l'unité qui s'est faite, à la base, dans l'action, et c'est tous ensemble, syndiqués C.G.T., syndiqués C.F.D.T., syndiqués F.O., non-syndiqués que nous nous battrons jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Nous voulons, nous aurons satisfaction !

Classe contre classe, balayons le révisionnisme et le trotskisme.

Des postiers M.-L.

N.B. — La police est intervenue dans la nuit du 14 au 15 novembre, comme elle l'avait fait la veille en province !

• Paris Est

Après avoir été obligé de prendre le train en marche à la gare de l'Est comme ailleurs, les révisionnistes dirigeant la C.G.T. ont rapidement pris en main le contrôle de la grève. Ils ont commencé par démobiliser le personnel sur le principe de l'occupation des locaux, uniquement défendu par la section C.F.D.T. qui, malgré son influence locale limitée (15 % aux élections professionnelles) à tout de même réussi à faire voter l'occupation à 50 % des postiers présents à l'A.G. (sans compter qu'une brigade de nuit qui avait déjà adopté le principe de l'occupation, n'a pas été prévenue pour participer à ce vote !). Mais dès le lendemain, les responsables révisionnistes reprenaient le contrôle de la situation en annonçant à l'A.G. que les autres centres de tri avaient voté contre l'occupation, alors qu'il n'y a eu aucun vote nul part ailleurs ! (Du fait que nos camarades des autres centres pouvaient disposer de certains locaux annexes [foyer, cantine, locaux syndicaux] qui n'existent pas à l'Est.)

Mais ce n'était là qu'un début, et les grandes manœuvres de contrôle du mouvement allaient continuer. Pas question de comité de grève. Pas question non plus de commissions où les postiers auraient pu débattre de leurs problèmes ; deux ou trois réunions d'informations où les responsables C.G.T. ont pu faire passer le Programme commun en toute quiètude leur ont suffit. Pas question non plus d'aller collecter à la porte des entreprises, ces messieurs préfèrent organiser la collecte parmi... les grévistes non syndiqués (afin de payer les tracts sortis par les syndicats) car eux ne paient pas de cotisations ! Et de toute façon, même si en paroles ils acceptaient certaines propositions faites à l'intersyndicales par la section C.F.D.T., dans les faits ils sabotaient ces initiatives. « On a la grève bien en main, il ne s'agit pas de faire des conneries » ; cette phrase glissée en apparté par un responsable C.G.T. résume bien leur tactique.

Au niveau de la stratégie, ils ont employé, comme dans les autres centres, leur arme « anti-F.O. ».

Les marxistes-léninistes sont intervenus en diffusant un tract dénonçant les manœuvres de ces messieurs, qui aussitôt se sont sentis offensés dans leur honneur d'agent des monopoles capitalistes (noblesse oblige !). Mais étant toujours les seuls à attaquer ces « ennemis des travailleurs, ces diviseurs, ces provocateurs » que sont les « gauchistes », ils ont préféré, cette fois, confier cette besogne au permanent C.F.D.T. descendu dans l'arène pour la circonstance, et qui s'est fait un plaisir d'acquiécer à leur demande! Entre hommes du monde (capitaliste), on s'entend bien.

Mais la combativité des postiers est grande, et les révisionnistes n'ont pas les coudées franches... Néanmoins la vigilance s'impose devant leurs menées contre-révolutionnaires. Le combat continue...

Correspondant HR
Paris Tri Est.

• Paris Austerlitz

Après s'être opposée à la mise en place de comités de grève élus par les A.G., après s'être opposée à l'occupation massive des locaux, la ligne de sabotage et de démobilisation des dirigeants révisionnistes et réformistes des syndicats s'exprime par d'autres manœuvres :

— Taxer toute ligne hostile à leurs menées de « tentative de division ». Mais qui divise ? Ceux qui se battent pour l'extension du mouvement, pour les A.G. souveraines, ou bien ceux qui insultent les non-syndiqués, qui veulent discréditer en coulisses l'aspiration à occuper les locaux, et dont le parti prêche l'alliance avec les gaullistes ? Nous voulons une UNITE DE COMBAT, pas une « unité » d'abdication.

— Dénaturer le contenu de la plate-forme revendicative.

— Vider les A.G. de tout contrôle, de toute démocratie prolétarienne.

— S'opposer à l'extension de la lutte sur l'ensemble de la fonction publique et de la classe ouvrière. En paroles, bien sûr, ils ne s'y opposent pas et se disent même «pour» ; mais, dans les faits, ils bloquent toute action concrète allant dans ce sens (on attend toujours les 500 000 tracts promis !). Ils dénaturent la popularisation, voulant qu'elle s'adresse aux « usagers » en général, (y compris au P.D.G.) et non aux travailleurs susceptibles de partager nos revendications.

— Tenter à tout prix de faire passer leur ligne électoraliste de gérants loyaux du capital. (Délégations aux « élus », venue de la député révisionniste G. Moreau.)

Pour déjouer ces manœuvres et marcher à la victoire, l'essentiel n'est pas de « déborder », de « pousser au cul » les chefs révisionnistes et réformistes, comme le préconisent les trotskistes. L'essentiel est aujourd'hui de VOIR CLAIR sur les manœuvres des dirigeants révisionnistes, de dénoncer leur ligne à 100 % de sauvetage du capital et de sabotage de la lutte CLASSE CONTRE CLASSE.

D'après *Le Postier Rouge d'Austerlitz* n° 18 (du 29 octobre 1974).

Yasser Arafat aux Nations-Unies

LA RESISTANCE PALESTINIENNE RECLAME JUSTICE

Avec enthousiasme ou la rage au cœur, chacun le reconnaît car le fait est patent : c'est un accueil triomphal que l'assemblée générale de l'ONU vient de réserver à Yasser Arafat, chef de l'OLP, exprimant à cette tribune la cause de son peuple et les objectifs de la Résistance palestinienne. Et c'est déjà là une très grande victoire arrachée, les armes à la main, à tous ceux qui, de façon ouverte ou dissimulée, soutiennent l'entreprise criminelle du sionisme israélien. Cette victoire est dû principalement au combat glorieux du peuple palestinien dont tant de martyrs sont déjà tombés pour la libération de la patrie, secondairement à l'unité renforcée des pays du tiers monde autour de la Palestine qui les a conduit à rompre tout lien avec l'Etat sioniste.

Pourtant, ainsi que le rappelait le président libanais, le processus amorcé ne doit pas en rester là : « la reconnaissance du peuple palestinien et de ses représentants n'est que l'accession à une demi-vérité. On accèderait à la vérité entière en aidant ce peuple à recouvrer entièrement ses doits nationaux. »

La participation, pour la première fois dans son histoire, d'un porte-parole de l'OLP au débat sur la Palestine devant les Nations unies, contribue pourtant à reconnaître à la question palestinienne sa véritable dimension politique : le droit légitime et sacré d'un peuple à sa patrie. En décrivant le noble objectif de la Résistance palestinienne le chef de l'OLP a réduit à néant les mensonges d'Israël, dévoilant aux yeux de tous sa véritable nature raciste et terroriste.

Voilà qui met en rage les dirigeants sionistes, allant jusqu'à proclamer que les membres de l'OLP ne sortiraient pas vivants de l'enceinte des Nations unies ! Dans les territoires qu'ils occupent, leur police chargeait brutalement les Palestiniens qui à Naplouse, à Jérusalem, manifestaient leur soutien à l'OLP, pendant que leur artillerie et leur aviation agressaient le Liban, causant de lourdes pertes parmi les populations civiles.

Mais il en est d'autres que dépitent la grande victoire politique remportée par l'OLP, ce sont les deux superpuissances américaine et soviétique qui entretiennent soigneusement la tension au Moyen-Orient, dans l'espoir de contrôler les sources du pétrole et de marquer des points l'une sur l'autre dans la rivalité implacable qui les oppose. Or la question clé de la paix au Moyen-Orient est bien la question palestinienne.

L'une, les USA, soutient ouvertement Israël qu'elle inonde de dollars et d'ornements. L'autre, l'URSS, lui fournit les bras dont elle a besoin pour tenir ces ormes: 34.000 *immigrants juifs soviétiques sont venus renforcer Israël en* 1973 !

Quand on sait que de l'aveu même de l'ancien ministre des sionistes des finances, maintenant président de l'organisation sioniste mondiale : « le pouvoir de dissuasion d'un million supplémentaire de Juifs immigrants en Israël est plus efficace que celui de nouveaux Phamtom et de missiles », *on est en droit de se demander si, des deux super-puissances, l'URSS n'est pas la plus dangereuse pour la cause palestinienne.*

D'autant plus que, poignardant le peuple palestinien par derrière, elle multiplie les sourires et paroles mielleuses à son égard, par devant pour mieux le tromper sur ses véritables intentions à son égard.

Mais c'est en vain que s'agitent les deux grands brigands internationaux ; trempé dans la lutte, mûri dans l'épreuve, le peuple palestinien sait discerner ses véritables amis de ses ennemis. Il saura triompher de tous les pièges et de tous les obstacles que ces derniers vont encore s'efforcer de dresser sous ses pas. Le jour lumineux approche où la Palestine vivra à nouveau debout, libre et indépendante. Dans le chemin qui lui reste encore à parcourir, plus que jamais notre soutien total est acquis au glorieux peuple palestinien.

Arafat à la conférence des non-alignés à Alger.

Extraits de l'intervention du responsable de l'O.L.P.

« (Votre) décision a rendu possible la résolution nous invitant à exposer ici le problème de la Palestine. C'est là une mesure extrêmement importante puisqu'elle permet à l'Organisation des Nations unies de reprendre l'examen de la question palestinienne. Nous y voyons une victoire des Nations unies et une victoire de notre cause, car c'est la preuve qu'aujourd'hui, les Nations unies sont différentes de ce qu'elles étaient hier, que le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'hier.

Le monde d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier

Nous vivons dans un monde qui aspire à la paix, à la justice, à l'égalité et à la liberté. Ce monde souhaite que les nations opprimées actuellement ployées sous le joug de l'impérialisme, puissent recouvrer la liberté et exercer leur droit à l'autodétermination. Ce monde veut que les relations entre nations soient fondées sur l'égalité, la coexistence pacifique, le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et sur le respect de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de l'unité territoriale. Ce monde veut que les liens économiques qui l'unissent soient fondés sur la justice, l'égalité et la reconnaissance des intérêts mutuels, afin que les efforts concertés permettent d'éliminer ces fléaux que sont la misère, la famine, la maladie et les catastrophes naturelles et d'assurer le progrès scientifique et technique pour le plus grand bien de l'humanité. Ainsi pourrons-nous espérer réduire l'écart entre pays en développement et pays développés. Mais comment réaliser de telles aspirations dans le monde d'aujourd'hui, marqué par les tensions, l'oppression, la discrimination raciale et l'exploitation, un monde sur lequel pèse la menace de catastrophes économiques, de guerres, de crises ?

La question de la Palestine s'insère dans le cadre de cette lutte juste pour laquelle les peuples déploient tous leurs efforts — j'entends par là les peuples opprimés. C'est un problème extrêmement important et il m'a été donné l'occasion de l'exposer devant l'assemblée, mais je n'oublierai jamais — jamais — que cette occasion doit être accordée à tous les mouvements de libération qui combattent le racisme et l'impérialisme. C'est pour cela qu'au nom de tous les mouvements de libération qui luttent pour défendre le droit des peuples à l'autodétermination, j'invite l'assemblée générale à attacher à leur juste cause, comme elle l'a fait pour notre cause, toute l'attention nécessaire afin que son appui soit une base pour la protection de la paix dans le monde et une consécration de la naissance d'un monde nouveau où les peuples vivront à l'abri de l'oppression, de la peur et de l'exploitation.

Camp de réfugiés palestiniens près de Beyrout.

Si nous parlons du passé, nous voulons également tracer la voie dans laquelle nous voulons nous engager pour réaliser nos aspirations et pour bénéficier d'un avenir lumineux si nous parlons des racines de notre problème, c'est parce qu'il y a parmi ceux qui sont présents ici des gens qui occupent nos maisons, cueillent les fruits de nos arbres, cultivent nos champs et prétendent que nous sommes des fantômes, sans aucune existence, sans patrimoine et sans avenir.

L'assemblée générale a divisé ce qu'elle n'avait pas le droit de diviser : un territoire indivisible. Lorsque nous avons rejeté cette décision, notre attitude a été celle de la mère naturelle qui avait refusé au roi Salomon de couper son fils en deux alors que l'autre femme qui le réclamait aussi était disposée à accepter cette solution. En outre, malgré la résolution du partage qui accordait aux colonialistes 54 % de la terre de Palestine, ceux-ci ont été mécontent de cette décision et ont commencé une guerre terroriste contre la population civile arabe. Ils ont occupé 81 % de l'ensemble de la terre de Palestine, déracinant ainsi un million d'Arabes. Ensuite, ils ont occupé 524 villes et villages arabes, en détruisant 385 au cours de cette invasion. Cela fait, ils ont installé leurs propres colonies sur les ruines de nos terres et de nos fermes. Ils ont cultivé nos vergers et nos champs. C'est ici que le problème de la Palestine a son origine. Il ne s'agit pas d'un conflit religieux ou nationaliste entre deux religions ou deux nationalismes. Il ne s'agit pas d'une lutte à propos de frontières entre deux pays voisins. Il s'agit plutôt de la cause d'un peuple qui a été chassé de sa terre, dispersé, déraciné et condamné à vivre, dans sa grande majorité, dans des camps de réfugiés.

Notre objectif : un seul pays où chrétiens, juifs et musulmans vivront en paix

... Je voudrais parler des positions israéliennes qui sont à l'opposé des nôtres, son appui à l'organisation de l'armée secrète en Algérie, ainsi qu'aux colons installés en Afrique, que ce soit au Congo, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe, en Azanie ou en Afrique du Sud, et son appui au Vietnam du Sud contre la révolution vietnamienne. Ajoutons à tout cela qu'Israël donne son appui partout aux impérialistes et aux racistes, et son obstructionnisme au comité des vingt-quatre, son refus de voter en faveur de l'indépendance des pays africains et son opposition aux revendications de nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et de plusieurs autres Etats dans les conférences sur les matières premières, la population, le droit de la mer et l'alimentation, sont une preuve du caractère de l'ennemi qui a usurpé notre terre. Tous ces faits justifient la lutte honorable que nous menons contre lui. Alors que nous défendons l'avenir, Israël défend les mythes du passé.

L'ennemi mortel auquel nous faisons face a commis beaucoup de crimes contre les juifs eux-mêmes, car, au sein de l'entité sioniste, il y a un racisme pratiqué à l'encontre des juifs orientaux.

C'est pour cela que, dès le début, notre révolution n'a pas été motivée par des facteurs raciaux ou religieux. Elle n'est pas dirigée contre l'homme juif en tant que tel, mais contre le sionisme raciste et l'agression. Dans ce sens, notre révolution est faite pour l'homme juif en tant qu'être humain, elle est favorable à l'homme juif. Nous luttons afin que le juif, le chrétien et le musulman puissent vivre sur le même pied d'égalité, c'est-à-dire bénéficier des mêmes droits et en assumant les mêmes devoirs sans aucune discrimination raciste ou religieuse.

Ceux qui qualifient notre révolution de terroriste le font pour mystifier l'opinion mondiale et l'empêcher de voir la réalité, de voir notre vrai visage, ce visage qui est celui de la justice et de l'autodéfense. On veut également empêcher l'opinion mondiale de voir le vrai visage du sionisme qui est celui de la terreur et de la tyrannie. La différence entre le révolutionnaire et le terroriste réside dans la raison de la lutte. Celui qui lutte pour une cause juste, celui qui lutte pour obtenir la libération de son pays, celui qui lutte contre l'invasion et contre l'exploitation, ainsi que contre les colons, ne peut guère être qualifié de terroriste.

C'est dans le cadre de notre lutte populaire armée que notre politique et nos institutions nationales se sont cristallisées et un mouvement de libération nationale, comprenant tous les groupes palestiniens, les organisations et toutes leurs capacités du peuple, s'est concrétisé dans l'Organisation de Libération de la Palestine.

C'est dns le cadre de ce mouvement palestinien de libération nationale que la lutte de notre peuple a mûri et est devenue assez importante pour accorder la place nécessaire à la lutte politique et sociale à côté de la lutte armée. L'Organisation de Libération de la Palestine est devenue un facteur extrêmement important en ce qui concerne la création d'une nouvelle identité palestinienne, l'avenir de notre Palestine, et ne se contente pas de mobiliser les Palestiniens pour répondre au défi du présent.

L'Organisation de Libération de la Palestine a gagné son caractère légitime grâce au sacrifice inhérent à son rôle d'avant-garde, et également grâce à ses dirigeants qui se sont consacrés à la lutte nationale. Sa légitimité lui est accordée par les masses palestiniennes qui ont choisi de mener leur lutte sous sa direction. L'Organisation de Libération de la Palestine a acquis sa légitimité en représentant tous les secteurs ou tous les groupes palestiniens, aussi bien dans le Conseil national que dans les institutions palestiniennes. Sa légitimité a été encore renforcée par l'appui de toute la nation arabe et elle a été consacrée à la dernière conférence au sommet arabe, qui a réaffirmé le droit de l'Organisation de Libération de la Palestine, et sa qualité en tant que représentante du peuple palestinien, à établir un Etat national indépendant sur tous les territoires libérés de Palestine.

L'Organisation de Libération de la Palestine est le seul représentant légitime du peuple palestinien, c'est pour cela qu'elle exprime les aspirations et les désirs de son peuple. C'est également pour cela qu'elle vous transmet les désirs et les espoirs du peuple palestinien et vous invite à assumer votre responsabilité historique à l'égard de notre juste cause.

Depuis de longues années notre peuple subit les ravages de la guerre, de la destruction et de la dispersion. Nous avons payé du sang de nos fils, et ceci ne peut être compensé. Nous avons subi l'occupation, la dispersion, l'éviction et la terreur plus qu'aucun autre peuple. Et tout cela n'a pas rendu notre peuple rancunier ou vindicatif. Tout cela ne nous a pas rendus racistes. Tout cela ne nous a pas empêchés de distinguer entre nos amis et nos ennemis.

C'est pour cela que nous déplorons tous les crimes perpétrés contre les juifs : nous déplorons aussi la discrimination délibérée dont les juifs ont souffert en raison de leur croyance.

Devant un tribunal militaire israélien, un révolutionnaire juif a dit : « Je ne suis pas un terroriste, je crois qu'il faudrait créer un Etat démocratique sur cette terre palestinienne. » Il s'agit de Ahud Adif, qui a été incarcéré par les militaristes sionistes. Il a été mis en prison avec ceux qui partagent sa foi et, du haut de cette tribune, je les salue et je salue leur lutte héroïque.

Les mêmes tribunaux militaires sont également en train de juger un autre combattant héroïque, l'archevêque Capucci.

Agissons ensemble afin que le rêve devienne réalité, afin que, de mon exil, je rentre avec mon peuple pour vivre avec ce juif combattant et avec ces camarades, ainsi qu'avec cet évêque chrétien courageux et ses frères, dans le cadre d'un seul pays démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivront, dans un Etat fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité.

Je vous invite à permettre à notre peuple d'établir sa souveraineté nationale indépendante sur sa propre terre.

Je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main.

La guerre embrase la Palestine et, pourtant, la paix naîtra de la Palestine. »

Combattants palestiniens.

Un plan d'agression et d'expansion sans limite.

Quand « l'Humanité » soutient... Israël

Alors que Yasser Arafat revendiquait clairement devant l'assemblée générale de l'O.N.U., le droit et la volonté du peuple palestinien d'exercer sur sa terre sa souveraineté nationale et indépendante, de créer « un Etat laïque et démocratique en Palestine, dans lequel vivraient en paix Arabes, juifs et chrétiens », *l'Humanité* du 15 novembre 1974 soutient ouvertement l'existence de l'Etat d'Israël, radicalement incompatible avec cette volonté tant de fois affirmée du peuple palestinien de récupérer *tous* ses droits nationaux.

Sous le titre : « *Israël s'isole en rejetant toute possibilité de dialogue avec l'O.L.P.* », isolement qu'elle semble ainsi regretter, l'*Humanité* écrit ceci :

« ... En Israël, les réactions au discours d'Arafat, tant des dirigeants en place que de la presse ont également été très violents et visent toutes à accréditer l'idée que la formation d'un Etat démocratique et laïque signifierait la disparition de l'Etat d'Israël, ce dont il n'est pas question... »

N'est-ce pas là un faux soutien au peuple palestinien et un vrai soutien à ses agresseurs ?

S.N.C.F. : Trahison des bonzes syndicaux au dépôt de Brétigny

La colère gronde chez les cheminots, dans la région parisienne, un cheminot (exécution) gagne un salaire de base entre 1.000 F et 1.300 F par mois. Ce même cheminot touchera entre 8 et 15 F supplémentaires pour travailler une nuit et entre 10 et 25 F pour travailler un dimanche ou jour de fête. Les cheminots ne sont pas favorisés comme on voudrait le faire croire.

1) *L'attitude de la direction et de ses chiens de garde*

La direction SNCF consciente de cette combativité lache des miettes aux cheminots, 1 % par-ci, 1 % par-là (10 F ou 13 F d'augmentation par mois). Les directions « syndicales » comme FO, et Cie... lui viennent en aide et ont jusqu'à louer la direction SNCF pour ses concessions et appellent ouvertement les cheminots à rester tranquilles, en leur disant que l'augmentation annuelle de leur salaire « est anormalement supérieure à l'augmentation du coût de la vie »! et annonçant pour cela un pourcentage mensonger et bien supérieur à la réalité.

2) *L'attitude des réformistes et des révisionnistes*

De leur côté les directions syndicales CGT et CFDT décident de lancer des grèves pour mieux les saboter et pour jouer à l'insu des travailleurs, leur rôle de chien du capital en profitant de la confiance des travailleurs gagnée jadis par les sacrifices de milliers de militants dévoués à leur classe.

Cette trahison des directions syndicales va apparaitre, d'abord dans la préparation de la grève.

Samedi 2 novembre : la radio et la presse annoncent de vagues menaces de grève.

Lundi 4 novembre : les bruits et les menaces de grève se font plus précis, mais les directions syndicales gardent le silence. Les cheminots reclassent l'information, on leur refuse ! Une grande confusion démoralisante règne.

Mardi 5 novembre : les échos de la presse bourgeoise annoncent des grèves de 24 heures, 26 heures et 48 heures dans différentes régions (Réseaux Sud-Est et Province) et par catégories de personnel (mécanos, ATV).

Mais qui dit grève sectorielle, catégorielle, à des heures et durées différentes, dit division !

Mercredi 6 novembre : dans la région Paris-Sud-Ouest (PSO), les cheminots attendent le verdict des fédérations. Dans la matinée, sans aucune consultation, ni discussion, l'ordre de grève tombe pour une durée de 48 heures renouvelable de 24 h en 24 h « si nécessaire... » à partir du jeudi 0 heure. Mais les mots d'ordre de grève ne circule pas (tracts CGT-CFDT sont très peu diffusés).

Ce silence des organisations syndicales est tellement flagrant qu'il laisse penser que la non-information était voulu.

Jeudi 7 novembre : la grève « générale » débute dififcilement, en raison des fins de services (20 heures - 4 heures, 21 heures - 5 heures, etc.).

De 50 % à 70 % de grévistes selon les endoits, mais beaucoup de cheminots ne sont pas au courant de la grève, d'autres hésitants attendent un durcissement pour se lancer dans la bagarre. De nombreux autres refusent la grève de 48 heures écœurés par les précédentes trahisons syndicales, et proposent comme condition à leur participation la grève illimitée avec occupation des gares.

Des assemblées générales sont organisées dans les différentes circonscriptions, mais le contenu de ces « réunions » est bien pauvre.

Aucune décision n'est prise :

— pour persuader les non-grévistes de se mettre en grève ;

— pour pousser les travailleurs à mener une grève active (au lieu de partir chez eux, en province) ;

— pour obtenir la solidarité des usagers (tracts, explications, etc.).

Aucune information est donnée :

— sur les mouvements de grève (les différents réseaux) ;

— sur l'attitude des directions patronales.

Aucune discussion n'est engagée :

— pour discerner les revendications fondamentales ;

— pour adopter les formes de grève les plus adéquates ;

— pour hausser le niveau politique des travailleurs.

En fait, il n'est rien demandé aux travailleurs, ni leur avis, ni leur opinion.

3) *L'opposition des travailleurs face à la trahison*

Mais les cheminots, cette fois-ci, ne sont pas prêts à accepter aussi facilement cette tutelle stérile des syndicats révisionnistes et réformistes, et déjà l'opposition se fait sentir. Ils proposent :

— la grève illimitée ;

— l'occupation des locaux ;

— la création des comités de grève.

Un grand nombre de cheminots par leur enthousiasme et la combativité s'apprête à déborder les syndicats.

Mais dès le vendredi 8 novembre, dans les AG, la reprise du travail est ordonnée par les fédérations syndicales CGT et CFDT, avant que les cheminots aient pu prendre l'initiative.

La colère gronde chez les cheminots et à Juvisy, à Brétigny et Paris dépôts, les responsables syndicaux sont violemment pris à partie, car ils sont publiquement accusés d'avoir déclenchés un mouvement bidon pour mieux le saborder.

Les snydicaux rétorquèrent que c'est à cause de la non-combativité des cheminots ! en utilisant un procédé ignoble (mais habituel), qui consiste à dire aux cheminots de Paris que les cheminots de province ont repris le travail et vise-versa. Il est à noter que les bonzes ont déjà employé cette méthode pour forcer les cheminots à la reprise, en 1971, les camarades d'Avignon et d'ailleurs doivent s'en souvenir amèrement !

La trahison des directions syndicales, a été dénoncée comme jamais, à Juvisy comme à Paris, les cheminots ont refusé de reprendre le travail et ont continué la grève sans soutien le samedi 9 novembre.

A Brétigny un grand nombre de cheminots ont quitté la salle écœurés et révoltés par l'attitude des bonzes syndicaux.

4) *Bilan de la grève*

Dans cette grève, il est apparut évident, que les fédérations syndicales ont déclenchés le mouvement :

— pour servir les manœuvres réactionaires et électoralistes des révisionnistes et de « l'union de la gauche » afin de faire pression sur le gouvernement et préparer leur entrée au gouvernement bourgeois ;

— pour calmer la juste colère des cheminots et oser leur combativité dans une grève perdue d'avance, dans une « grève bidon ».

A cause de ces manœuvres, de nombreux camarades ont été déçus et écœurés. Mais beaucoup d'autres ont décidés de démasquer les bonzes syndicaux, qui n'ont plus rien à voir avec la classe ouvrière.

En avant camarades cheminots que cette défaite nous serve de leçon. De grands combats se préparent dans les jours à venir !

— Pour des salaires de base supérieurs à 1.500 F par mois ;

— pour les 104 repos par an ;

— pour les 40 heures en 5 x 8 (2 repos par semaine) ;

— pour le paiement des heures de nuit, dimanches et jours fériés au tarif des heures supplémentaires.

Déclenchons une grève générale et totale, occupons les gares et paralysons la SNCF.

A BAS LA COLLABORATION DE CLASSE DES BONZES REVISO-REFORMISTES.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION.

Les cheminots communistes
marxistes-léninistes
du dépôt de Brétigny.

—o—

A la gare Montparnasse

Le 7 novembre 1974, comme le 5 et le 6, assemblée générale pour décider de la suite à donner à la grève de 48 heures, reconductible par 24 heures, à la gare Paris-Montparnasse. Prévue à 15 heures, elle ne débute qu'à 15 h 40. En effet, les dirigeants révisionnistes de laC.G.T., craignant que la délégation C.F.D.T. ne pousse à continuer la grève, ont dû imposer que ce soit le délégué C.G.T. qui prenne la parole et lise la déclaration commune, contrairement à ce qui avait été prévu ; et pour cause !

Ce dernier s'empêtre dans ses paroles, les « chers camarades » pleuvent sans arrêt. Il veut ni plus ni moins faire reprendre le travail. Pas de banderole, de mots d'ordre non plus, comme la veille. Inutile de dire la réaction des camarades. Il faisait froid dehors, mais à l'intérieur l'ambiance était chaude et houleuse.

Les diverses questions posées sur la grève illimitée, le comité de grève, le comité de popularisation sont atroitement détournées. A la demande d'un vote « groupé » de tous les cheminots du groupe de gare Montparnasse (Paris, Invalides, Versailles, Trappes) pour ou contre la reprise du travail, la réponse est : « Par syndicat et section technique. »

Quand on parlait de grève illimitée avec comité de grève, le dirigeant C.G.T. vociférait plus qu'il ne parlait, perdant son sang-froid, disant qu'on n'a pas le droit de tromper les cheminots et les amener dans l'aventure, en faisant le jeu du gouvernement ! (sic).

Deux camarades sont intervenus pour demander la poursuite de la grève.

Leur intervention est approuvée par deux fois par les applaudissements de la salle. Mais le dirigeant C.G.T. (secrétaire de secteur) criant et bavant dans le micro, couvrait la voix des camarades, refusant le vote « groupé », et refusant d'étendre plus longtemps la discussion.

*Les dirigeants révisionnistes C.G.T. ont montré leur vrai visage. Les cheminots communistes marxistes-léninistes de l'*Humanité Rouge *de Paris-Montparnasse, continueront à dénoncer l'attitude des dirigeants C.G.T., saboteurs de cette grève et leur trahison de classe.*

Vive notre camarade Pierre Sémard !

Démocratie prolétarienne dans les A.G. !

Cheminots, usagers, mêmes intérêts, même lutte de classe !

Les cheminots de l'*Humanité Rouge* de Paris-Montparnasse.

E.D.F. : Non aux grèves bidons !

Les fédérations CGT et CFDT d'EDF-GDF viennent de lancer plusieurs mots d'ordre de grève : 4 h le 5 novembre, 24 heures le 14 dans le Nord de la France et le 15 dans le Sud, participation à la « grève nationale » du 19 novembre et envisagent une grève de 48 heures la semaine prochaine si « le gouvernement n'accepte pas l'ouverture des négociations ».

On a déjà vu (cf. HR n° 247) les méthodes social-fascistes qu'avaient utilisées les dirigeants révisionnistes pour faire passer leur ligne lors des Assises CGT-CFDT du 22 octobre. Rien d'étonnant donc à ce que la plate-forme revendicative vise « à s'opposer à l'entreprise de destruction du service public voulue par le gouvernement et à défendre et consolider les nationalisations » ; le seul objectif concret mis en avant est d'aboutir à une négociation tripartite gouvernement - directions - syndicats pour « imposer une autre politique à EDF-GDF », celle des révisionnistes au service du social-impérialisme.

Sur les salaires, les révisionnistes ont certes accepté « une augmentation plus rapide des bas salaires », mais à condition qu'aucune catégorie du personnel — les directeurs généraux y compris — n'enregistre de perte de pouvoir d'achat. Concession en apparence aux thèses développées par la CFDT sur les augmentations égales pour tous, mais qui ne remet nullement en cause leur stratégie. Ce qui montre bien que les révisionnistes sont prêts à accepter des revendications économiques plus « radicales » et qu'ils intègrent parfaitement bien ceux qui, comme les trotskystes, se contentent de vouloir durcir les revendications.

La forme d'action mise au point (une grève de 4 heures, 24 heures ou 48 heures par semaine) vise à éviter, à tout prix, que les travailleurs d'EDF-GDF viennent rejoindre leurs camarades des PTT dans la grève illimitée : alors qu'aujourd'hui une combativité de plus en plus forte se manifeste pour refuser de payer la crise du capitalisme, les dirigeants révisionnistes mettent en place des coupe-feu en lançant des grèves-soupapes, des mini-actions devant servir à décourager les éléments combatifs et à orienter l'ensemble des travailleurs vers le soutien de leur politique de rechange.

Ces grévettes présentent par ailleurs la caractéristique de coûter cher aux grévistes par les retenues de salaires, sans gêner véritablement les directions puisque, compte tenu de la température, il y a peu de coupures de courant pour ne pas « mécontenter l'opinion publique ». L'expérience de ces formes d'action ces dernières années a bien montré qu'elles ne débouchaient sur aucun résultat.

Les communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF qui se battent quotidiennement pour l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des effectifs, des augmentations de salaires égales pour tous, pour dénoncer les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et déjouer leurs manœuvres, se refusent à cautionner ces grèves-bidon, ces mots d'ordre révisionnistes : les accepter ou seulement les critiquer serait une démission, un refus de voir que le révisionnisme est bien l'obstacle principal à la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi, en plusieurs lieux, les communistes marxistes-léninistes ont appelé, avec succès, l'ensemble des travailleurs à ne pas faire ces grèves-bidon, mais à élaborer démocratiquement leurs revendications et les formes d'action, à soutenir la juste lutte des camarades des PTT (manifestations, assemblées générales, collectes, etc...), afin de créer les conditions nécessaires à la réalisation de l'unité à la base et dans l'action, sur de justes revendications, pour développer les luttes classe contre classe, pour arracher la classe ouvrière à l'emprise du révisionnisme.

Correspondant H.R.

AFFICHEZ
H. R.

NANTERRE : A propos de l'Algérie, les révisionnistes démasqués pratiquent le social-fascisme

Le dimanche 17 novembre, les dirigeants du P« C »F de Nanterre organisaient une réunion sur l'Algérie, sous le prétexte du compte-rendu de voyage de leur délégation dans ce pays. Pour le 20e anniversaire de la Révolutoin Algérienne, le 1er Novembre, le P« C »F n'avait rien fait. Evidemment, le voyage de Marchais était bien plus important pour eux ! Dès lors, le but était clair : rallier à leur « Programme Commun » bourgeois, les travailleurs algériens immigrés, et tenter d'influencer la juste ligne du gouvernement algérien dans sa lutte pour l'unité du Tiers-Monde, contre l'impérialisme, le sionisme et l'hégémonisme des deux super-puissances (U.R.S.S. et U.S.A.).

MAIS LES DIRIGEANTS REVISIONNISTES ONT ECHOUE

Car les travailleurs algériens et leurs dirigeants sont majeurs et ne se laissent pas manipuler par qui que ce soit :

— la réunion de Nanterre n'a rencontré qu'un très faible écho chez les travailleurs algériens. Seulement 50 à 60 étaient présents sur plusieurs milliers qui habitent Nanterre ;

— leur ligne qui consiste à falsifier l'histoire, à tromper la classe ouvrière, a été démasquée devant les travailleurs ;

— un travailleur algérien posa une première question sur le passé colonialiste de Mitterrand. Il attend toujours une réponse...

— une de nos camarades a rappelé la déclaration du 8 novembre 1954, qui, à propos des premières et justes actions du FLN disait : **« Le PCF ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux... »** Elle Mignot a essayé, mais en vain, de transformer en **« soutien conditionnel »** cette position qui n'était qu'une trahison ouverte de la lutte armée du peuple algérien. Il osa même prétendre que c'est à cause de la censure que l'Humanité ne pouvait pas parler de l'Indépendance de l'Algérie. Voilà une explication bien embarrassée.

— un autre camarade cita « El Moudjahid » du 1er novembre (p. 4) qui parle de l'élimination du soi-disant « Parti communiste algérien », télécommandé par le P« C »F, et qui s'est opposé longtemps à la lutte armée du FLN. Là, une fois de plus, Elie Mignot a été contraint de reconnaître qu'il y avait des désaccords sur certains points avec le FLN... Mais, de peur d'être encore plus démasqué, il s'est bien gardé de dire sur quoi !

Voyant que **le débat tournait très mal pour eux,** les dirigeants révisionnistes (Desmaisons en tête) passèrent très vite à la partie artistique, alors que d'autres doigts se levaient dans la salle... Ils avaient sans doute peur d'affronter d'autres questions sur leur vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1956, ce colonialiste qui propagea la torture et envoya Massu en Algérie. Ou sur l'exécution capitale du communiste Fernand Yveton sur ordre de Mitterrand...

La fausseté du soutien à l'Algérie des dirigeants révisionnistes est aussi apparue d'une autre manière. Sur 3/4 h d'intervention, Mignot a parlé moins de cinq minutes du rôle de l'Algérie sur la scène internationale. Il est vrai que l'Algérie mène une lutte conséquente contre l'impérialisme, les deux super-puissances et le sionisme, dans toutes les instances internationales et particulièrement au sein des pays non-alignés...

Alors que l'Algérie et le Tiers-Monde se battent contre les pays riches et les deux super-puissances, y compris l'URSS, le P« C »F défend la social-impérialisme dans toutes ses entreprises hégémoniques, en Europe, au Moyen-Orient, en Inde, etc... et essaie de faire passer pour de l'aide économique le pillage exercé par l'URSS sur certains pays pauvres.

Alors que l'Algérie soutient la juste lutte du peuple palestinien et l'OLP, le P« C »F demande le droit d'existence pour l'Etat fantoche sioniste d'Israël (cf. le programme du PCF : « Changer de cap », et le « Programme commun de la Gauche »).

Alors que l'Algérie, aux côtés des pays réellement socialistes comme la Chine Populaire et l'Albanie, se bat contre le droit de véto des grandes puissances à l'ONU, l'URSS et le P« C »F veulent maintenir ce privilège impérialiste.

Mais là où les dirigeants révisionnistes locaux se sont encore plus démasqués, c'est quand ils ont provoqué et frappé les personnes présentes (hommes et femmes) qui avaient posé des questions. Il est insupportable pour ces faux communistes que la vérité soit rétablie devant les travailleurs. Or, n'ayant pas pu répondre à nos questions, parce qu'elles étaient appuyées sur les faits, ces anti-communistes ont employés d'autres méthodes. C'est un signe de très **grande faiblesse des dirigeants révisionnistes** qui craignent que les masses travailleuses, avec les authentiques communistes marxistes-léninistes, découvrent la vérité, démasquent leur ligne d'agents de la bourgeoisie et d'agents du social-impérialisme russe, au sein même du mouvement ouvrier, et s'organisent sur une juste ligne prolétarienne. Pour frapper, les nervis révisionnistes ont d'ailleurs attendu que nous soyons hors de la salle, **craignant la réaction des travailleurs.** Tout cela montre que toutes les parlottes parlementaires sur la « démocratie » (entre Duclos et Ponia, par exemple) ne sont que du vent pour tromper les masses. Leur pratique, c'est la même que celle des chars polonais contre les ouvriers en grève, ou que les tanks soviétiques contre le peuple tchécoslovaque, leur pratique, c'est le social-fascisme : le socialisme en parole, le fascisme dans les actes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Total précédent	**512 695,54**
Pour développer notre presse Hebdomadaire et en faire rapidement un quotidien - G.B. - M.D.	50
Fidélité au marxisme-léninisme	1 000
C.D.H.R. J. Staline	178
Collecte à meeting Clermont pour 20e anniversaire 1er nov. 54	94
M.S. - Ma modeste contribution à l'Humanité Rouge	20
Anonyme Paris	20
Vive la lutte des Postiers	3,90
C.D.H.R. Stalingrad	30
C.D.H.R. Jdanov	100
C.D.H.R. Dimitrov	21
C.D.H.R. E. Duval	20
Vente en gare	4
C.D.H.R. Politzer	53,50
C.D.H.R. Yveton D.	16
C.D.H.R. Dallidet	80
Marie-Claude et Jean-Claude	200
Soutien à H.R.	3
C.D.H.R. H. Barbusse	100
A un métro	3
C.D.H.R. Haplot	12
Un ouvrier algérien	0,50
C.D.H.R. Dallidet	44
Souscription militante de masse	**106**
C.D.H.R. Duval	20
C.D.H.R. Monmousseau G.	46
Ni révisionnisme - ni gauchisme	100
C.D.H.R. Lou Sin	160
Une déléguée CGT	20
Un camarade grec	5
Un camarade à l'armée	8
Pour que vive l'H.R.	20
C.D.H.R. Ho Chi Minh	200
C.D.H.R. Gemnitz	1
Un camarade	2
Soutien à H.R. - M.	50
Souscription à H.R. - C.D.H.R. J. Staline S.	310
Soutien à H.R. - M.	62
Pourboire d'une fille de salle	5
Un travailleur algérien	1,60
Un travailleur algérien - Supplément au n° 246	1,10
Soutien à H.R.	140
Un magasinier - R.	10
Supplément à réabonnement - G.N.	8
Anonyme Paris	1
C.D.H.R. Province	450
Des camarades du C.R.	35
C.D.H.R. G. Péri NO	90,80
C.D.H.R. Ch. Michel	100
C.D.H.R. Manouchian	1 550
A une gare	8
C.D.H.R. Stalingrad	90
Sur un marché et un porte à porte	1,50
C.DH.R. Dimitrov	100
Yveton O.	20
C.D.H.R. Dallidet	25,50
C.D.H.R. Fabien B. - Souscription de masse	11
Souscription militante	40
C.D.H.R. G. Moquet	25
Au meeting F.R.	5
Total de la quinzaine	5 881,40
Total général utilisé pour le réglement des dettes de l'H.R.	518 576,94

Secours Rouge Prolétarien

Pour le Vietnam - Un vieux forgeron espagnol	10

MARSEILLE

Plein succès du meeting de l'« Humanité Rouge » avec la participation de l'Amicale des Algériens

La soirée commémorative du déclenchement de la Révolution nationale algérienne organisée à Marseille a obtenu un vif succès, rassemblant près de 500 personnes (470 entrées recensées), dont près des deux tiers de travailleurs immigrés algériens.

Ce résultat est d'autant plus important que cette réunion s'est tenue en dépit d'une campagne de haine raciste et de menaces et pressions de toutes sortes. Les nostalgiques du colonialisme ont essayé d'intimider les organisateurs en téléphonant que deux bombes étaient prêtes à exploser dans la salle, ce qui motiva l'intervention d'une brigade de policiers. Ceux-ci se retirèrent après avoir constaté l'absence de ces bombes, mais l'un d'eux, en uniforme tenta de provoquer les travailleurs algériens présents en déclarant à haute voix que c'était bien regrettable qu'il n'y ait pas eu de bombe. Le sang-froid des amis algériens évita que n'éclatent les incidents dont rêvait ce raciste.

Tour à tour furent présentés des poèmes datant de la période de la guerre d'Algérie, fort bien dit et très applaudis. Puis une intervention en français par le responsable de Marseille de l'Amicale des Algériens en France, une intervention en arabe par le responsable régional et enfin l'intervention prononcée au nom de l'Humanité-Rouge par notre camarade Jurquet. Le film algérien « Zone interdite » clôtura la soirée, qui se déroula du début à la fin dans une atmosphère à la fois solennelle et enthousiaste.

Ainsi, grâce aux efforts communs des militants de l'Amicale des Algériens en Europe et des militants de l'Humanité-Rouge, l'anniversaire du 1er Novembre 1954 a pu être célébré dans une ville où agissent la haine et la violence racistes des nostalgiques du colonialisme français.

Notons que moins d'une demi-heure après le meeting fut commis un nouvel attentat contre le consulat général d'Algérie, deux fascistes déposant contre sa façade deux bidons d'essence enflammés... sous le regard de deux agents de police justement en faction pour éviter de tels actes ! Une heure avant le meeting avait eu lieu une manifestation sioniste sur la Canebière qui, bien que ne regroupant que peu de participants, n'en avait pas moins témoigné de la haine raciste de ces gens contre le peuple palestinien et les peuples arabes en général.

Signalons encore qu'une délégation des marxistes-léninistes tunisiens assista au meeting (Perspectives tunisiennes), porteuse d'une longue déclaration qui ne put malheureusement être lue en raison du temps limité. Un message du Comité de Parti de la ville de Marseille du PCMLF avait été adressé aux organisateurs de la soirée.

—o—

LILLE

Le 8 novembre à Lille **L'Humanité Rouge** organisait un meeting pour célébrer le 20e anniversaire du déclenchement de l'insurrection nationale du peuple algérien. Quelques 130 personnes ont répondu à son appel et ont participé ainsi au 1er meeting organisé par « l'Humanité Rouge » sur Lille. Ce succès est un encouragement pour les nombreux sympathisants de « l'Humanité Rouge » sur Lille et doit les encourager à poursuivre dans la voie d'un soutien actif au peuple et au gouvernement algérien ainsi que dans la voie de l'édification d'une puissante avant-garde marxiste-léniniste sur Lille.

Ce meeting chaleureux s'est terminé par une vibrante internationale et sur une piteuse démonstration de quelques trotskystes (qui furent expulsés de la salle) qui avaient cru pouvoir utiliser cette manifestation pour venir exposer leur haine et leur mépris du peuple algérien en restant assis alors que la salle entière respectait une émouvante minute de silence à la mémoire des meilleurs fils du peuple algérien tombés pour que l'Algérie vive debout.

Correspondant H.R.

—o—

BORDEAUX

A Bordeaux, un meeting de « l'Humanité Rouge », auquel est intervenu un représentant de l'Amicale des Algériens en Europe, a célébré le 20e anniversaire du déclenchement de la révolution anti-impérialiste en Algérie.

BAYONNE

Célébration du 25e anniversaire de la République Populaire de Chine

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises, Comité de Bayonne, a célébré le 25e anniversaire de la R.P.C. en organisant le 24 octobre une projection de films : « Shangaï au jour le jour » et « Jeunes amateurs de Wouchi », et le 25 octobre une conférence du père Cardonnel.

Ces manifestations ont été marquées par une affluence nombreuse pour une ville comme Bayonne :

100 personnes le 24 octobre.

250 personnes le 25 octobre.

Le comité avait placé 600 affiches dans les magasins de la ville, colé 150 affiches et distribué 12 000 tracts. D'autre part des communiqués sont passées dans les journaux locaux.

Quatre adhésions ont été enregistrées et l'amitié entre les peuples de Chine et de France a fait un grand bond dans la région.

Les militants H.R. ont pris une part active dans la préparation et le déroulement des 2 soirées.

Correspondant H.R.

—o—

MARSEILLE

De retour de Chine...

A leur retour de la République Populaire de Chine des camarades de la Région, ayant participé aux voyages des délégations d'ouvriers, de femmes et de jeunes sous la conduite de « l'Humanité Rouge », invitées par le département international du C.C. du Parti Communiste Chinois, ont organisé une conférence sur la situation internationale et la politique extérieure de la R.P.C. devant de nombreux amis de l'H.R. de la Région. Cette réunion fut un vif succès pour l'amitié entre nos deux peuples révolutionnaires.

—o—

DIFFUSION EXCEPTIONNELLE DE NOTRE « SPECIAL-ALGERIE »

Nous n'avons pas encore tous les résultats de la diffusion du « Spécial-Algérie », mais d'ores et déjà nous savons qu'il a connu un vif succès partout où sa diffusion a été prise en main activement.

A Marseille 400 numéros ont été diffusés.

A Montpellier, d'importants résultats ont été acquis aussi bien aux sorties des restaurants universitaires (en dépit des activités de diversion des J.C. révisionnistes, des Jeunesses « socialistes » et des diffuseurs de « Front rouge ») que sur le marché du Plan Cabanes fréquenté par de nombreux travailleurs immigrés. La diffusion d'H.R. a été pratiquement doublée.

Dans de nombreuses autres régions des résultats identiques ont été obtenus, que nous ne pouvons tous énumérer faute de place.

—o—

RECTIFICATIF :

Dans le compte rendu du meeting de « l'Humanité Rouge » célébrant le XXe anniversaire du déclenchement de la révolution nationale anti-impérialiste algérienne, nous avons omis de signaler la présence dans la salle d'un secrétaire de l'ambassade de la République Populaire de Chine à la tête d'une délégation d'amis chinois. Nous nous excusons de cette omission.

MEETINGS DE L'HUMANITE ROUGE

- BORDEAUX
  Mercredi 6 décembre,
  salle de l'Aiglon

  contre les deux superpuissances, notamment le social-impérialisme, danger principal en Europe
- DIJON
  Vendredi 22 novembre

La rivalité U.S.-soviétiques en Europe

En arborant la bannière du socialisme, les nouveaux tsars soviétiques, qui se conduisent de façon très abominable ,s'évertuent à contrôler les pays est-européens, à disloquer l'Europe occidentale et à en expulser les forces américaines pour mettre le continent entier sous leur coupe et établir leur position de suzerain dans cette région. Tout en envoyant des troupes en renfort en Europe et accentuant leur menace militaire vis-à-vis de l'Europe occidentale, ils s'efforcent de donner une apparence de « détente » à cette partie du monde pour endormir les pays ouest-européens et favoriser son invasion éventuelle. Leur opposant une lutte du tac au tac, l'impérialisme U.S. a fait l'impossible pour réajuster les rapports euro-américains et stabiliser le bloc de l'O.T.A.N. dans le dessein de consolider sa position en Europe occidentale, de juguler l'expansion soviétique et de s'infiltrer davantage dans les pays est-européens. L'Europe a demeuré depuis longtemps le théâtre de lutte et de confrontation violentes entre les deux super-puissances que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Le point-clé stratégique

Ayant une superficie de plus de 10 millions de kilomètres-carrés avec environ 700 millions d'habitants, l'Europe occupe une position importante sur le plan stratégique. Les contradictions et les luttes entre les puissances impérialistes se montrent toujours très aiguës sur ce continent. Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme U.S. a entrepris de grands efforts pour intensifier son expansion en Europe occidentale et transformer cette région en une tête de pont servant sa poussée vers l'Est. Quant au social-impérialisme soviétique, il a fait d'une partie de l'Europe de l'Est sa sphère d'influence et une position avancée pour son expansion vers l'Ouest. En soulignant l'importance de l'Europe dans la politique étrangère soviétique, un chef de file du révisionnisme soviétique a dit qu'elle est « vitale pour les intérêts soviétiques », que ce continent constitue aujourd'hui « l'arène d'une lutte et d'une interaction actives » entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et qu'il « occupe de ce fait une position clé dans la politique étrangère » soviétique. De sa part, l'impérialisme américain a affirmé que « la sécurité de l'Alliance atlantique comme la force et la prospérité du monde atlantique constituent, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la pierre angulaire de la politique américaine. Et il en est encore ainsi aujourd'hui ». Il a précisé encore que dans le monde, l'Europe est « le front le plus important » pour les Etats-Unis, et elle a la priorité dans l'arrangement de la stratégie globale américaine.

Les intérêts économiques

Abondant en ressources naturelles, l'Europe est un continent où se concentrent les pays industrialisés. Les neuf pays membres du Marché commun européen possèdent une population totale de 253 millions d'habitants. La valeur globale de la production nationale des pays communautaires pour l'année 1973, était, estime-t-on, de 1 076 milliards de dollars. Quoiqu'inférieure à celle des Etats-Unis (1 288 milliars de dollars), elle a dépassé de loin celle de l'Union soviétique (690 milliards de dollars).

Ces dernières années, pour accélérer l'infiltration en Europe occidentale, le révisionnisme soviétique a développé rapidement son commerce avec cette région. Selon des données officielles soviétiques, le volume du commerce soviétique avec le Marché commun européen était de 4,5 milliards de roubles en 1971, soit une augmentation de plus de trois fois par rapport à 1958, ce qui représentait 19 % du volume total de son commerce extérieur de la même année et 88 % du volume de son commerce avec l'ensemble des pays capitalistes. En 1973, le volume du commerce de l'Union soviétique avec l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique s'élevait à 4 milliards de roubles, soit 13 % environ du volume total de son commerce extérieur pour la même année. Dans le même temps, elle a obtenu des prêts des pays ouest-européens par la signature de divers accords économiques et techniques. D'après des statistiques incomplètes, l'Union soviétique a obtenu, de 1958 à 1969, des pays capitalistes, des prêts totalisant 2,1 milliards de dollars, et de 1970 à 1973, elle a obtenu 5 milliards de dollars de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Elle tente, mais en vain, d'utiliser les capitaux, les équipements et la technologie de l'Europe occidentale pour surmonter ses difficultés économiques qui vont s'aggravant, et de renforcer sa force économique dans la dispute avec les Etats-Unis. La lutte économique entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en Europe s'aiguise chaque jour davantage.

La tendance de la lutte commune des pays européens contre l'hégémonie

Les déploiements militaires intensifiés et la dispute acharnée en Europe entre les deux puissances hégémoniques ont suscité l'inquiétude et l'opposition croissantes de la part des pays et peuples européens. La lutte engagée par certains pays est-européens contre le contrôle du social-impérialisme soviétique se développe chaque jour davantage. Ils ont élevé leur voix pour demander que « les pays petits et moyens aient le droit d'être maîtres de leur propre destin ». La tactique du social-impérialisme soviétique consistant à faire du vacarme à l'Est tout en attaquant à l'Ouest et à créer la détente fictive tout en pratiquant l'expansion réelle en Europe a été de plus en plus mise à découvert par les pays ouest-européens. L'opinion publique de l'Europe occidentale a souligné que « la répartition des troupes soviétiques montrent que le fer de lance de son offensive stratégique est toujours dirigé contre l'Occident ». L'Union soviétique fait tout son possible en Europe pour élargir les « avantages acquis grâce à son réarmement accéléré ». Elle s'évertue à « empêcher l'indépendance de l'Europe de l'Ouest et envisage de construire une Europe de l'Ouest selon sa propre volonté ».

La tendance à lutter conjointement contre l'hégémonisme, particulièrement contre la menace militaire de l'Union soviétique, qui s'est manifestée dans les pays ouest-européens ne cesse de se renforcer.

En avant pour l'Humanité Rouge quotidienne !

Contribution de camarades

Chers Camarades,

Comme le demandait l'éditorial d'H.R. n° 247, nous avons discuté du passage à un quotidien.

Le premier problème que nous nous sommes posé a été : sommes-nous actuellement capables d'assurer une telle entreprise, en avons-nous les forces ?

Mais très vite, nous avons vu que c'était là mettre en avant un aspect organisationnel et non l'aspect politique du problème. Or, l'aspect principal c'est l'aspect politique, et c'est lui qui doit nous guider dans la solution des problèmes organisationnels qui se poseront à nous de façon certainement très aiguë si nous voulons mener à bien le lancement d'un quotidien.

Nous nous sommes donc posé la question : la situation objective de la lutte de classes dans notre pays **exige-t-elle** le passage à un H.R. quotidien.

Et à cela nous avons répondu oui. Oui parce que l'aggravation de la crise politique et économique mondiale, la situation aussi bien extérieure qu'intérieure, la montée des luttes dans notre pays **exigent** que les marxistes-léninistes soient partout présents pour expliquer sans relâche, au jour le jour, la ligne politique de l'H.R. Oui parce que la course de vitesse entre le camp de l'impérialisme et le camp de la révolution ne cesse de s'accentuer. Cette course de vitesse, elle est aussi engagée en France entre les révisionnistes et les marxistes-léninistes, et qu'il devient de plus en plus urgent que nous puissions la mener du tac au tac, répondre toujours plus vite à toutes leurs menées contre-révolutionnaires. De même, il nous faut d'ores et déjà être prêt à jouer un rôle déterminant dans tout mouvement révolutionnaire. Il nous faut être prêt à jouer le rôle « d'organisateur collectif » des masses en lutte. Tout cela est bien dit dans H.R. encore que peut être pas assez approfondi.

Et pour jouer ce rôle, il nous **faut** un quotidien, trait d'union des militants, agitateur et propagandiste au jour le jour.

Donc cette initiative : le passage à un H.R. quotidien est juste. Elle ne tombe pas du ciel, mais est imposée par le développement de la situation objective.

Cependant, une chose est certaine, c'est que si les facteurs objectifs exigent cette mesure, cela n'implique pas pour autant que nous y soyons prêts à l'heure actuelle, en tout cas en ce qui nous concerne.

Alors que faire ?

Bien analyser tout d'abord, bien expliquer, pourquoi c'est une exigence absolue de la situation politique dans notre pays et que nous devons **tout** faire pour répondre à cette exigence. C'est là l'aspect principal. Les difficultés que nous allons rencontrer se résoudront si nous sommes bien convaincus de l'importance idéologique et politique du passage à un H.R. quotidien.

C'est dans cet esprit qu'il faut envisager toutes les mesures concrètes à prendre pour assurer le succès d'un H.R. quotidien :

— souscription de 20 millions : les camarades s'engagent à verser 3 500 F avant la fin de l'année. Cette somme représente uniquement les versements personnels des camarades.

— par ailleurs, il faut mener une campagne de masse offensive, là aussi en montrant bien aux masses l'importance que celà revêt pour la Révolution en France, en expliquant politiquement pourquoi il **faut** un H.R. quotidien.

Nous proposons de lancer des bons de souscription (cartes réalisées en sérigraphie par exemple, ou cartes de vœux pour le nouvel an).

Et bien entendu de mobiliser tous nos amis et sympathisants proches ou lointains.

— un autre problème sera celui de la diffusion, qui en ce qui nous concerne va probablement remettre en question une bonne partie de notre organisation et de notre plan de travail.

Nous pensons répartir les camarades en équipes de diffusion (une par jour) de façon à éviter au maximum le gaspillage de forces. Il faut voir en effet que si nous devons assurer la diffusion uniquement pas nos propre forces, cela va représenter un surcroît de travail assez énorme pour les militants.

Nous essaierons d'abonner le maximum de personnes (c'est-à-dire tous les lecteurs réguliers, à commencer par nous-mêmes), ce qui aura aussi l'avantage d'un apport d'argent immédiat.

— enfin, bien que nous n'ayons pas encore pris de mesure concrète sur ce point, il va falloir organiser un réseau de correspondants et de rédacteurs beaucoup plus serré et surtout plus **rapide** que maintenant.

Des Camarades.

—o—

AIX-EN-PROVENCE

Active prise en main du travail de lancement de l'Humanité-Rouge quotidien

D'innombrables initiatives sont d'ores et déjà en cours pour répondre à notre appel en faveur du lancement d'une H.R. quotidienne. Nous ne pouvons tous les rapporter, mais nous tenons à signaler celle des camarades d'Aix-en-Provence qui représentent le dernier groupe à nous avoir rallié (en date). Diffusant un tract expliquant leur ralliement à l'H.R. (article que nous avons déjà publié), ils l'ont complété au verso par un texte annonçant la prochaine initiative de l'H.R., quotidien destiné à la classe ouvrière et à ses alliés. Notons que la grève du courrier que nous soutenons avec ardeur et conséquence, nous a empêché de recevoir nombre d'informations relatives à cette nouvelle bataille de « l'Humanité-Rouge ».

Première semaine
Pour l'H.R. quotidien

Un étudiant travailleur vietnamien	19
M.D. G.B. pour l'H.R. quotidien	300
Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge	375
Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge	210
Pour le quotidien S.	16,80
Anonyme	10
Anonyme	8,20
C.D.H.R. Guy Moquet	6,50
A l'occasion d'un mariage - Collecte pour H.R. quotidien	325,15
Le Comité de rédaction de l'Humanité Rouge	1 100
Anonyme à B.	54
	2 424,65

Ce numéro sera diffusé en kiosque durant 15 jours. La semaine prochaine paraîtra un supplément de 4 pages non diffusé par les N.M.P.P.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.